

Journée de grève et de manifestations du 31 mars : un agent sur cinq en grève à la DGFIP

La journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 31 mars contre la « loi travail » a été particulièrement suivie.

Les fonctionnaires aussi étaient mobilisés. Ainsi, à la Direction générale des finances publiques (DGFIP), à l'appel des syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP, près d'un agent sur cinq était en grève ce jeudi contre la « loi travail » et toutes les régressions sociales, dans le « privé » et dans le « public ».

Ce niveau de mobilisation reste significatif (une fois encore, les agents des catégories C et B étaient mobilisés au-delà de la moyenne nationale) et ce d'autant plus qu'il fait suite à une journée de grève récente, le 26 janvier dernier (un peu plus de 25 % des agents des finances publiques étaient alors en grève) et qu'il concerne un mouvement interprofessionnel sur un sujet touchant le secteur privé.

C'est bien la solidarité avec les salariés du privé, l'inquiétude devant le devenir de leurs proches, le refus de toute régression sociale et la dégradation de leur propre condition qui ont amené les agents des finances publiques à se mobiliser.

Pour Solidaires Finances Publiques, la remise en cause des droits sociaux doit être combattue sans relâche, dans le secteur privé comme dans le secteur public. C'est sur cette base que s'ouvre une période au cours de laquelle les nombreux mécontentements (à la DGFIP, ceux-ci portent sur les suppressions d'emplois, la dégradation des conditions de travail ou l'absence de reconnaissance des agents) doivent désormais s'exprimer, voire converger.